

De l'illettrisme et de l'analphabétisme. Questions à un inspecteur d'Académie

In: Communication et langages. N°87, 1er trimestre 1991. pp. 112-114.

Résumé

Christian Guillaume, Inspecteur d'écoles primaires et maternelles, auteur d'un livre destiné aux parents (*J'aide mon enfant à apprendre à lire, Retz*), est très sensible à l'interaction école-parents et à l'influence des parents sur la réussite scolaire.

Il ne pouvait donc accepter l'illettrisme et l'analphabétisme qui frappent de nombreuses familles dans sa circonscription, au cœur de Marseille.

François Richaudeau l'a interrogé pour *Communication et Langages*.

Citer ce document / Cite this document :

Guillaume Christian. De l'illettrisme et de l'analphabétisme. Questions à un inspecteur d'Académie. In: *Communication et langages*. N°87, 1er trimestre 1991. pp. 112-114.

doi : 10.3406/colan.1991.2288

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/colan_0336-1500_1991_num_87_1_2288

À PROPOS DE...

De l'illettrisme et de l'analphabétisme Questions à un inspecteur d'Académie

Christian Guillaume, inspecteur d'écoles primaires et maternelles, auteur d'un livre destiné aux parents (J'aide mon enfant à apprendre à lire, Retz), est très sensible à l'interaction école-parents et à l'influence des parents sur la réussite scolaire. Il ne pouvait donc accepter l'illettrisme et l'analphabétisme qui frappent de nombreuses familles dans sa circonscription, au cœur de Marseille. François Richaudeau l'a interrogé pour Communication et Langages.

F.R. Un inspecteur à la recherche de financements pour monter dans ses écoles des campagnes de lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme¹ des parents, je pensais que cela n'existait plus dans la France d'aujourd'hui.

C.G. Heureusement, c'est loin d'être la règle commune. La France n'est quand même pas un pays du tiers monde.

Mais des poches de sous-développement existent çà et là dans notre pays. Il s'en est constitué une importante et préoccupante au cœur de Marseille.

F.R. Qui sont ces parents frappés par l'illettrisme et l'analphabétisme ?

C.G. Ce sont des immigrés, généralement très pauvres, vivant — excepté ceux de Bellevue qui habitent de hautes barres de béton — dans des immeubles petits et moyens des vieux quartiers du centre ville, de la Joliette et du bas des quartiers nord.

Ces logements anciens, souvent très dégradés, offrent au cœur de la ville et sans aucun espace vert des conditions d'hygiène et un cadre de vie pires que ceux des grands ensembles de banlieue auxquels on pense

1. À la différence de l'analphabète, qui n'a pas appris à lire et à écrire, l'illettré a été scolarisé mais, selon la formule de B. Gillardin et C. Tabet, « a mal acquis ou désappris pour de multiples raisons [...] et n'est plus en mesure de maîtriser les écrits dans sa vie et dans son environnement social et culturel. » (*Retour à la lecture*, Retz, Paris, 1988).

chaque fois qu'on évoque les problèmes des grandes agglomérations.

La misère de ces familles se mesure, entre autres indices, au nombre de repas de cantine que la municipalité accorde en demi-gratuité ou gratuité, ce qui pèse évidemment d'un poids très lourd dans le budget d'une ville qui fut prospère et qui traverse une période difficile.

Malgré cette aide, je connais plusieurs cas d'enseignants qui paient de leur poche des repas pour certains de leurs élèves.

F.R. S'agit-il de parents relativement âgés, qui ne sont pas nés en France ?

C.G. Quelques-uns d'entre eux, âgés de plus de quarante ans, mais ayant de nombreux enfants dont les plus jeunes sont encore à l'école maternelle, appartiennent en effet à une immigration assez ancienne.

Il y a aussi un flux interne de population dans Marseille : des familles dites « lourdes » de deuxième génération, devenues insupportables sur leur lieu d'habitation, ou convenables mais incapables de payer un loyer, qui sont expulsées de la banlieue nord, où l'habitat est de faible standing mais relativement récent, et presque partout encadré par des organismes ou des syndicats, et qui se replient sur le centre ville où la gestion d'îlots entiers d'immeubles anciens est beaucoup plus floue.

Mais la majeure partie des familles illettrées et analphabètes appartient à une immigration récente.

Pour vous en donner une idée, j'ai vu depuis

janvier 1989 arriver près de 400 enfants représentant plus de 20 nationalités : pays du Maghreb, Comores, pays d'Afrique. Dans Marseille, c'est ma circonscription qui est le point principal d'arrivée, car sur le territoire de la circonscription se trouvent la gare (certains immigrés ont transité par d'autres pays d'Europe), le terminus des bus de l'aéroport, le port des car-ferries de la Joliette ; les arrivants n'ont pas à chercher ailleurs puisqu'ils trouvent sur place ces logements vétustes dont l'adresse se transmet. Ils trouvent aussi, me dit un conseiller municipal qui s'en désole, un peu de travail au noir.

F.R. Quelle est l'ampleur du problème de l'illettrisme et de l'analphabétisme dans cette population ?

C.G. Dans la partie de la circonscription la plus proche de la Canebière, 80 % des mères et 60 % des pères sont illettrés ou analphabètes, l'analphabétisme total représentant au moins la moitié de ces chiffres. Rapportés à la moyenne nationale de l'analphabétisme en France, de l'ordre de 1 %, nous avons ici un monstrueux coefficient de 30 ou 40.

À la Joliette et dans le bas des quartiers nord, ces chiffres sont moins énormes, mais ce n'est que par contraste ; nous trouvons des coefficients de 10 à 40 de la moyenne nationale.

Comptons d'autre part quelques jeunes parents nés en France ou qui y sont arrivés dans leur prime enfance, et à qui de vieilles méthodes rigides ont échoué à apprendre à lire, ainsi que des familles à géométrie variable et à domicile variable, devant lesquelles la meilleure pédagogie resterait impuissante du fait d'allées et venues incessantes entre la France et le pays d'origine.

F.R. Ces pourcentages sont en effet extrêmement inquiétants ! Comment les avez-vous établis ?

C.G. Par une collecte très fiable de données. Dans les écoles les plus concernées, institutrices et instituteurs connaissaient déjà les parents qui leur avaient spontanément confié leur détresse culturelle et parfois avaient recours à eux pour rédiger une lettre de de-

mande d'emploi, lire et remplir l'imprimé reçu d'un organisme social, etc.

Ce premier comptage a été complété d'un deuxième : l'école a inséré parmi ses habituels messages aux parents des messages nécessitant une réponse écrite, et des entretiens individuels et confidentiels enseignant/famille ont permis de vérifier les données ainsi recueillies.

La seule marge d'erreur jouerait plutôt vers l'optimisme des données, car quelques cas ont pu nous échapper. S'il existe une petite marge d'erreur, cela signifie que les pourcentages d'illettrés et d'analphabètes dans les familles de la circonscription sont encore plus alarmants que ceux sur lesquels nous travaillons.

F.R. Jusqu'à quel point l'illettrisme et l'analphabétisme des parents sont-ils un facteur d'échec scolaire ?

C.G. Ce n'est évidemment pas le seul facteur, puisque l'échec scolaire existe à des degrés divers dans tous les milieux sociaux, mais c'est à mon avis le plus lourd et le plus « prédestinateur » de tous, je le constate quotidiennement depuis longtemps.

Dans quelques années, si l'on peut mesurer le niveau auquel seront parvenus les élèves des familles qui n'auront pas été touchées par notre action, il faudra s'attendre à trouver des pourcentages de vrai niveau bac très inférieurs à 20 % (à comparer aux 35-40 % actuels et à l'objectif national de 80 %).

L'exemple régulièrement cité par les médias de l'enfant issu d'une famille illettrée et qui est devenu PDG, médecin, etc. est dénué de toute valeur statistique.

Le handicap familial porte sur trois aspects : l'incompréhension par la famille des cursus scolaires, incompréhension génératrice d'un sentiment d'exclusion difficile à surmonter par l'enfant, et à l'origine de choix inappropriés, l'impossibilité de toute aide à la maison même pendant le cours préparatoire (les aides apportées par la municipalité ou des bénévoles ne suffisant pas toujours à combler la lacune),

À propos de...

enfin, la différence entre l'ambition scolaire affichée par les parents et la réalité de leur manque profond d'ambition scolaire pour leurs enfants, ces parents étant imprégnés de l'idée que des enfants d'ignorants risquent de ne pas être « doués » pour les études.

F.R. Quelles actions avez-vous pu entreprendre, et sous quelle forme ?

C.G. Nous n'arrivons actuellement qu'à traiter une petite partie du problème : quatre groupes d'une dizaine d'adultes sur plus de mille. J'ai alerté toutes les autorités concernées, et je cherche des moyens.

Nous avons, pour commencer, ciblé l'action sur les mères, qui sont plus souvent frappées par le problème que les pères, et font moins d'orgueil mal placé ; la plupart sont très motivées, très conscientes du moyen d'émancipation et de développement de la personne que constitue la possession de la langue écrite.

Pour ces premières actions, l'école maternelle est le lieu privilégié : les mères amènent leurs enfants comme d'habitude et restent une demi-journée ou plusieurs par semaine à l'école, dans la BCD (bibliothèque-centre documentaire), où elles apprennent à lire avec une animatrice ou un animateur dans les livres que les enfants commencent à manipuler dès l'école maternelle, ainsi que dans des livres de bibliothèque de l'école primaire. Elles apprennent aussi par l'écrit social (lire le journal, remplir un chèque, etc.). En outre, nous sommes persuadés que lorsque les mères sauront lire, les pères viendront à leur tour.

F.R. Est-ce que le fait de placer ces adultes en milieu scolaire — aux mêmes heures que leurs enfants — n'est pas un peu infantilisant ?

C.G. Cela le serait, et lourdement, si nos méthodes étaient de vieilles méthodes B, A BA, qui infantilisent même les enfants, ou des méthodes pour adultes du genre Ali a une lime et Mustapha a un sofa.

Il faut voir la puissance de motivation sur les adultes d'une BCD vivante utilisée comme outil d'apprentissage.

D'autre part, le recensement des familles et les premières actions engagées ont été pour nous une occasion de constater l'ampleur du potentiel de confiance dont bénéficie l'école auprès des familles. Voici une réflexion de parents qui m'a été souvent rapportée par des enseignants : « ça m'intéresse d'apprendre à lire, si c'est avec toi ». En réalité, les parents sont pris en charge par un animateur, mais c'est une personne investie de cette mission par l'école, incorporée à l'équipe enseignante pendant le temps scolaire.

Je puis ajouter que par la confiance spécifique dont elle jouit, l'école peut attirer des familles qui échappent à toutes les actions des associations et organismes spécialisés. Une famille qui cache soigneusement son handicap aux militants associatifs et aux travailleurs sociaux confiera son secret à l'enseignant qui accueille l'enfant. Cette confiance, très grande envers les enseignants du primaire, est illimitée envers les institutrices d'école maternelle.

F.R. Y a-t-il unanimité chez les enseignants de votre circonscription pour ce type d'action ?

C.G. Ma circulaire demandant aux quarante-deux écoles de la circonscription de recenser les parents illettrés ou analphabètes a suscité deux types de réactions très minoritaires : la première émanant d'une forme sommaire et naïve de tiers-mondisme, consistant à craindre que l'apprentissage de la langue écrite ne détruise la culture d'origine ; l'autre émanant de gens qui, à mon avis, se sont trompés de métier et ont déclaré n'éprouver aucun intérêt pour les parents de leurs élèves.

La très grande majorité des enseignants dont l'école était directement confrontée au problème s'est engagée activement dans la recherche préalable des données, et m'a fait savoir qu'une action sera mise en place dans l'école dès que possible. Je suis persuadé que le corps enseignant est l'un des corps de métier où se trouvent à un haut niveau le sens civique et la conscience professionnelle.